

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

RENNES, le 19 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CADECAP INDUSTRIE BRETAGNE**

PA des 4 Routes

35390 Grand-Fougeray

Références : UD35 / 2025-216

Code AIOT : 0005516628

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement CADECAP INDUSTRIE BRETAGNE implanté Parc d'activités des 4 Routes - 35390 Grand-Fougeray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CADECAP INDUSTRIE BRETAGNE
- PA des 4 Routes 35390 Grand-Fougeray
- Code AIOT : 0005516628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe AEGIS Plating Solutions a racheté les activités développées par la société Cadecap Bretagne à Grand-Fougeray. Le groupe est spécialisé dans le traitement de surface des métaux proposant un catalogue de près de 90 procédés différents s'articulant autour des traitements thermique, électrolytique, chimique, de conversions électrolytiques, chimiques et de peinture. Il intervient pour de nombreux domaines, secteurs industriels : aéronautique, spatial, naval, énergie, etc.

Le site de Grand-Fougeray s'intègre dans cette logique de diversification de l'offre disponible à travers ses installations de traitements de surfaces par voie chimique et de décapage thermique soumises respectivement à autorisation environnementale au titre des rubriques 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique) et 2566 (Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique).

Au titre des ICPE, l'exploitation des installations de Grand-Fougeray est autorisée par arrêté préfectoral n°39 149 du 5 octobre 2010 et est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°39149-1 du 31 janvier 2018.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suites de la précédente inspection
- Contrôles des rejets aqueux et atmosphériques
- Permis de travaux et permis de feu
- Incendie de la grenailleuse de mars 2025

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant + modification + cas par cas	Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2 + R. 181-46 + R.122-2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Constat 2021 - 2: Qualité des rejets en eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 9.3.2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Rejets atmosphériques / Four de décapage thermique	Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 3.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rejets atmosphériques / Conditions générales de rejets	Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 3.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Contrôle des installations de protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Départ de feu du 19 mars 2025 au niveau de la grenailleuse	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Permis d'intervention et permis de feu	Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 7.3.4.1	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets atmosphériques / Bains de décapages	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 7.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la visite, l'inspecteur a constaté que le site était convenablement entretenu et rangé et que les stocks de déchets étaient maîtrisés.

A l'exception des contrôles des installations contre le risque foudre, l'inspecteur note que l'exploitant réalise les contrôles périodiques prévus par la réglementation mais qu'il pourrait en faire une exploitation et une analyse plus profitable, par exemple concernant la vitesse d'éjection des émissions atmosphériques. Il doit également s'assurer que les organismes de contrôles auquel il fait appel sont agréés pour réaliser les opérations qu'il leur confie.

L'inspecteur déplore que l'exploitant n'ait pas averti l'Inspection de l'incendie de la grenailleuse survenue en mars 2025. Il appelle également l'exploitant à être vigilant au respect des consignes des permis d'intervention et des permis de feu, à la réalisation et à la traçabilité des inspections de fin de journée en période de travaux et au balisage des zones de travaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Changement d'exploitant + modification + cas par cas

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2 + R. 181-46 + R.122-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nouvelle ligne de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>L. 511-2 : classement</u></p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> <p><u>L. 181-14 : modification site A</u></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p><u>R. 122-2 : Cas par cas</u></p> <p>II. - Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.</p> <p>Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou relevant d'un examen au cas par cas, qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les projets auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à évaluation environnementale.</p> <p><u>R. 512-75-1 : Cessation d'activité</u></p>

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2 + R. 181-46 + R.122-2

**Thème(s) :** Situation administrative, Nouvelle ligne de traitement

I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1. La mise à l'arrêt définitif ;
2. La mise en sécurité ;
3. Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;
4. La réhabilitation ou remise en état.

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

**R. 181-47 : Changement d'exploitant**

I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

**Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas transmis de dossier de modifications de ses installations. Il a précisé que le projet prévoyait initialement l'intégration d'une nouvelle activité. Cette intégration n'est plus d'actualité. Le projet consiste désormais uniquement à remplacer la ligne de décapage par voie chimique par une nouvelle ligne avec des volumes de bains plus réduits. Cette réduction du volume des bains conduirait les installations à ne plus être soumises à la rubrique 3260 ni à relever du statut IED mais à être classées à enregistrement au titre de la rubrique 2565.

L'exploitant a indiqué avoir acquis récemment une seconde grenailleuse. Celle-ci était en cours d'installation le jour de la visite. Il a également et mis en place une micro-station de traitement des eaux (station à poches) fonctionnant en circuit fermé avec l'installation de nettoyage par eau dans l'attente de la remise en service de la station principale. L'ensemble de ces évolutions devront être intégrées au dossier de porter-à-connaissance.

L'objectif de l'exploitant est une mise en service de la nouvelle ligne d'ici fin 2025. A cette fin, il envisage de déposer le dossier de porte-à-connaissance dans le courant de l'été. Il y intégrera la cessation des activités relevant de la rubrique 2564. L'inspecteur rappelle que la cessation d'une activité ne peut pas s'effectuer au travers d'un porter-à-connaissance mais relève de l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement.

Il convient enfin de noter que les installations ne sont plus soumises à garanties financières suite à la parution du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024.

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2 + R. 181-46 + R.122-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nouvelle ligne de traitement
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Avant la mise en service de sa nouvelle ligne de traitement de surfaces, l'exploitant doit informer le Préfet des modifications apportées à ses installations en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Il doit par ailleurs procéder à la cessation d'activité des installations concernées en application de l'article R.512-75-1 du même Code.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Constat 2021 - 2: Qualité des rejets en eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 9.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Constat 2021 - 2 :</u> L'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 impose que l'exploitant contrôle la qualité des rejets d'eaux pluviales de son site une fois par an. Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas procédé à ce contrôle en 2021. Le prochain contrôle est planifié pour février 2022. Il n'a donc pas été possible pour l'Inspecteur de vérifier la conformité du pH des eaux pluviales rejetées.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite du 5 juin 2025, l'exploitant a transmis les résultats du contrôle des eaux pluviales réalisé le 19 novembre 2024. Le rapport met en évidence une concentration en MES supérieure à la valeur limite autorisée (50 mg/L mesurés pour une limite fixée à 35 mg/L). L'exploitant pense que l'origine de ce dépassement provient du séparateur hydrocarbures. Pour y remédier, il a fait procéder à une vidange et à un nettoyage de son séparateur en janvier 2025. Le précédent nettoyage remontait à 2023. Afin de confirmer le retour à la conformité, l'exploitant a indiqué avoir passé commande pour un nouveau contrôle de la qualité des eaux pluviales. Le jour de la visite, il était en attente de sa réalisation faute de précipitations suffisantes depuis février 2025. Le contrôle réalisé en novembre 2023 montrait que les valeurs limites des paramètres mesurés étaient respectés.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 9.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eaux pluviales
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin d'attester du retour à la conformité des rejets d'eaux pluviales, l'exploitant transmettra à l'Inspection les résultats du prochain contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Rejets atmosphériques / Four de décapage thermique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 2.8 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 :</u> Dans le cas où la vérification du respect des prescriptions réglementaires applicables aux rejets passe par la réalisation de mesures, celles-ci doivent être réalisées par un laboratoire disposant, pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère chargé de l'environnement [...].  <u>Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 :</u> [...] Les mesures, prélèvements et analyses sont effectuées selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnue.  <u>Article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :</u> [...] III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]
<b>Constats :</b> Les mesures des paramètres HCl, HF, métaux lourds, dioxines-furanes ont été réalisés sur un cycle d'une heure ; les COV ont été mesurés sur trois cycles de 79 minutes. L'exploitant a indiqué qu'un cycle complet de décapage intégrant le changement de table, dure entre 1h et 1h10. L'inspecteur a demandé pourquoi les mesures des paramètres HCl, HF, métaux lourds, dioxines-furanes ont été réalisées sur un cycle alors que les COV ont fait l'objet de trois cycles. L'exploitant a indiqué ne pas connaître la raison et a indiqué qu'il allait solliciter son organisme de contrôle pour le savoir.  Concernant la recherche des dioxines-furanes, l'inspecteur a constaté que l'organisme de contrôle Manumasure est agréé pour la réalisation des prélèvements mais pas pour la réalisation des analyses des dioxines-furanes (cf. arrêté ministériel du 4 décembre 2024 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère / NOR : TECR2433305A ; annexe I, paramètre 8).



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure périodique
<p>L'exploitant n'a pas été en capacité de préciser par quelle structure ont été réalisées les analyses. Dans l'hypothèse où Manumasure aurait réalisé les analyses, cela implique qu'elles n'ont pas été effectuées par un organisme agréé. Le contrôle des dioxines-furanes devra donc être refait. Par ailleurs, le rapport mentionne les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Concentration mesurée : 0,00005 ng I-TEQ/m<sup>3</sup></li> <li>• Limite quantification analyse : 0,01 ng I-TEQ</li> <li>• Limite quantification mesure : 0,0085 ng I-TEQ/m<sup>3</sup></li> <li>• Incertitude : 0,015 ng I-TEQ/m<sup>3</sup></li> </ul> <p>L'inspecteur s'étonne que l'organisme de contrôle puisse évaluer la concentration en dioxines-furanes avec une précision au cinquième chiffre après la virgule alors que les limites de quantifications tant en analyse qu'en mesure sont de l'ordre du deuxième chiffre après la virgule. L'exploitant n'était pas en capacité de proposer une explication le jour de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de s'assurer que la surveillance des émissions atmosphériques est réalisée conformément aux dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010, l'exploitant précisera pourquoi les paramètres HCl, HF, métaux lourds, dioxines-furanes ont été mesurés sur un cycle alors que les COV l'ont été sur trois cycles. L'exploitant sollicitera son organisme de contrôle pour savoir quel laboratoire a procédé à l'analyse des échantillons permettant de mesurer les concentrations en dioxines-furanes. Enfin, l'exploitant précisera également comment la valeur de la concentration en dioxines-furanes peut être de 0,00005 ng I-TEQ/m<sup>3</sup> alors que les limites de quantification en mesure et en analyse ne permettent pas une telle précision.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 4 : Rejets atmosphériques / Bains de décapages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 33 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 :</u></p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans les articles 34 et 35 du présent arrêté ;</li><li>• le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ;</li><li>• la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;</li><li>• les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).</li></ul> <p><u>Article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :</u></p> <p>III.-Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la ligne de décapage par voie chimique était à l'arrêt depuis 2020 dans l'attente de son remplacement par une nouvelle ligne. De ce fait, un contrôle des émissions atmosphériques n'est pas pertinent. L'inspecteur a constaté que la ligne était effectivement à l'arrêt.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Rejets atmosphériques / Conditions générales de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vitesse d'éjection
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La vitesse d'éjection des gaz est au minimum de 8 m/s.
<b>Constats :</b> La vitesse d'éjection des gaz de la grenailleuse a été mesurée à 7,4 m/s lors du contrôle d'octobre 2024 soit une vitesse inférieure à la vitesse minimale imposée qui est de 8 m/s. Lors du contrôle réalisé en juillet 2023, la vitesse d'éjection avait été mesurée à 9,2 m/s. L'exploitant a indiqué que les filtres du dépoussiéreur ont été changés en mars 2025 et que la grenailleuse a fait l'objet d'une réfection intégrant les moteurs. L'exploitant n'a pas diligencé de nouveau contrôle suite à cette intervention pour attester de leur efficacité et du retour à la conformité de la vitesse d'éjection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit faire le nécessaire pour que la vitesse d'éjection des émissions atmosphériques de la grenailleuse soit d'au-moins 8 m/s comme l'impose l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait contrôler ses installations électriques en janvier 2025. Le certificat Q18 établi dans ce cadre indiquait que les installations électriques ne présentaient pas de risques d'incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Contrôle des installations de protection contre le risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations de protection contre le risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.  Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas procéder au contrôle des installations de protection contre le risque foudre. Il motive son choix par le fait que l'analyse du risque foudre (ARF) jointe au dossier de demande d'autorisation de 2010 concluait à l'absence de nécessité d'installer des équipements de protection comme un paratonnerre extérieur. L'inspecteur a pu consulter cette ARF. Celle-ci préconise l'installation de huit dispositifs tels qu'un parafoudre sur le TGBT, la mise à la terre des chemins de câbles, la mise à la terre des canalisations métalliques pénétrant dans l'usine, etc. Les installations étant dotées d'équipements de protection contre le risque foudre, l'exploitant est tenu de faire procéder aux vérifications prévues par l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit se conformer aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en procédant aux vérifications visuelles et complètes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Départ de feu du 19 mars 2025 au niveau de la grenailleuse

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident et d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article R.512-69 du Code de l'environnement :</u></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 :</u></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un départ de feu avait eu lieu le 19 mars 2025 dans la grenailleuse. Cet évènement n'a pas été signalé à l'Inspection jusqu'à la visite soit près de deux mois et demi après la survenue de l'évènement. L'inspecteur rappelle que l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 prévoit une transmission du rapport d'incident ou d'accident dans un délai de quinze jours, disposition que n'a pas respecté l'exploitant</p> <p>Le rapport transmis par l'exploitant le 5 juin indique que l'incendie de la grenailleuse est survenu dans le cadre de travaux de maintenance de cet équipement. Des travaux de soudure en cours ont contribué à déclencher la combustion du caoutchouc de la paroi interne de la grenailleuse. L'exploitant indique dans son rapport qu'un volume limité d'eau a été nécessaire pour éteindre l'incendie. Il ne précise cependant pas ce volume ni la filière retenue pour traiter ces eaux. Il précise également que l'isolation de la grenailleuse n'est désormais plus assurée par du caoutchouc.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident et d'incident
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> En cas de survenue d'un accident ou d'un incident dans ses installations, l'exploitant doit veiller à informer rapidement l'Inspection des installations classées comme le prévoient l'article R.512-69 du Code de l'environnement et l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010. Il doit également veiller à établir et transmettre le rapport d'incident ou d'accident sous quinze jours comme l'impose l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010. En ce qui concerne l'incendie du 13 mars 2025, l'exploitant doit préciser le déroulé chronologique de l'évènement, notamment les heures, et le devenir des eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 9 : Permis d'intervention et permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 7.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis d'intervention et permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, les travaux d'installation de la seconde grenailleuse du site était en cours. Des travaux par point chaud (soudage et meulage) avaient lieu. L'inspecteur a consulté le permis d'intervention (dénommé plan de prévention de sécurité) et le permis de feu établis par l'exploitant pour la période allant du 2 au 6 juin inclus. Sur le plan de prévention de sécurité, les items relatifs aux matériels concernés par l'intervention et les risques signalés n'étaient pas complétés. Le plan de prévention de sécurité et le permis de feu prévoient tous deux que la zone de travaux soit balisée. Sur le terrain, l'inspecteur a constaté que ce n'était pas le cas. Le permis de feu prévoit une heure de fin obligatoire pour les travaux par points chauds. Celle-ci n'était pas renseignée sur le document présenté par l'exploitant. L'inspecteur a pu échanger avec les ouvriers présents sur le chantier. Ceux-ci ont indiqué que les opérations de travail par points chauds étaient prioritairement réalisées en matinée. Le permis de feu prévoit par ailleurs qu'une "inspection soigneuse des lieux après travail" soit effectuée. L'exploitant indique qu'elle est réalisée mais aucun document ne permet d'attester de sa réalisation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2010, article 7.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis d'intervention et permis de feu
L'exploitant a précisé que le plan de prévention de sécurité sous sa forme actuelle ne le satisfaisait pas et qu'il prévoyait de le refondre dans les mois à venir afin qu'il soit homogène pour l'ensemble des sites de la division décapage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin de se conformer aux dispositions de l'article 7.3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010, l'exploitant doit veiller à ce que le permis d'intervention et le permis de feu soient complétés. Il doit également veiller à ce que les consignes définies dans ces documents soient mises en oeuvre et respectées. Il convient notamment que les zones de travaux soient balisées et les inspections de fin de journée tracées si elles ont eu lieu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois